

## Intégration économique en Afrique de l'Ouest

## Le ministère de l'Économie et des Finances forme des journalistes et communicants

Un atelier sur trois jours s'est ouvert, hier, dans la cité balnéaire de Grand-Bassam.

Une soixantaine de participants (des journalistes de la presse nationale publique et privée ainsi que des communicants des ministères) prennent part, depuis hier, à Grand-Bassam, à un atelier de renforcement de capacités. Cet atelier qui se tient sur trois jours est une initiative du ministère de l'Économie et des Finances, à travers la direction générale de l'Économie, et bénéficie de l'appui financier du Projet d'amélioration de la gouvernance pour la délivrance des services de base aux citoyens (Pagds). Inclusion financière, faits, concepts et enjeux de l'intégration économique régionale ; tel est le thème de ce séminaire. De façon spécifique, il s'agira pour les participants de se familiariser avec les concepts et notions de base de l'intégration économique ; d'améliorer la compréhension de certaines thématiques de l'actualité économique liées aux organisations sous-régionales, de faire connaître les principaux programmes, projets communautaires, réformes, politiques et le niveau de leur mise en œuvre, tant en Côte d'Ivoire que dans la sous-région ouest-africaine. Procédant à l'ouverture des travaux, Gondo Diomandé, chef de cabinet représentant le ministre Adama Coulibaly de l'Économie et des Finances, s'est félicité de la tenue de cette formation qui permettra, entre autres, de répondre aux préoccupations



Gondo Diomandé, chef de cabinet, représentant le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly (5e à partir de la gauche), s'est félicité de la tenue de cette formation. (PHOTO : DR)

majeures des professionnels de médias et des communicants dans le traitement des questions d'actualité à caractère économique, financier et monétaire. « Le renforcement des capacités des professionnels que vous êtes s'avère crucial pour un traitement conséquent de l'information économique et financière. Pour mieux Informer les populations, il faut allier savoir-faire et connaissances, de sorte à mettre à la disposition du public l'information juste et utile », a indiqué l'émissaire d'Adama Coulibaly. Il a ajouté que la Côte d'Ivoire envisage de figurer au nombre des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, à l'horizon 2030. Il s'agira, selon lui,

de doubler le Pib par habitant pour le faire passer de 2286,8 Usd (soit 1 418 959,40 FCfa) en 2020 à 3-480,0 Usd en 2025 (soit 2 159 340,00 FCfa), puis à 4 500 Usd (soit 2 792 250,00 FCfa) à l'horizon 2030. Ceci, afin de réduire de moitié le taux de pauvreté, créer près de 8 millions d'emplois et augmenter l'espérance de vie de 10 ans. A l'en croire, pour la réalisation d'une telle vision, on ne peut s'accommoder d'une population peu ou mal informée. « Votre expérience et votre collaboration sont donc fortement sollicitées, afin que les informations justes parviennent à nos populations », a-t-il lancé à l'endroit des participants. Auparavant, Yao Madeleine,

coordinatrice du Pagds, a souligné que cette formation vient à point nommé. « Nous avons noté un déficit d'informations qui s'explique, surtout, par le fait que les journalistes n'ont pas toujours une bonne connaissance des notions, concepts et mécanismes de l'information économique et financière nécessaires à cette communication du grand public. Cette exigence de bonne communication s'inscrit parfaitement dans la politique de communication du ministre de l'Économie et des Finances visant principalement à Informer davantage le grand public de l'actualité économique », s'est-elle réjouie. Présentant le projet qu'elle coordonne, Yao Madeleine a

informé qu'il est entré en vigueur le 24 juin 2019 et s'exécute au bénéfice, principalement, de quatre ministères, de directions générales et diverses structures sous tutelle. Ces départements sont : le ministère de l'Économie et des Finances ; ceux du Budget et du Portefeuille de l'État ; de l'Équipement et de l'Entretien routier (Meer) et le ministère de l'Éducation na-

tionale et de l'Alphabétisation (Mena). L'objectif du Pagds est de renforcer les capacités du gouvernement en matière de budgétisation, de passer à la gestion des marchés, d'améliorer les prestations de services ciblés dans l'éducation, la gestion des contrats routiers et de faciliter l'accès aux services financiers.

ÉMELINE P. AMANGOUA

Dr Sain Oguié, directeur général de l'Économie :

## "La Côte d'Ivoire enregistre des résultats impressionnants"

Le séminaire de formation des journalistes et des communicants a été l'occasion pour le directeur général de l'Économie de présenter les performances économiques de la Côte d'Ivoire. Au dire du Dr Sain Oguié, le pays a une croissance économique forte, ces dernières années, et amorce sa transformation structurelle. Il s'est, par ailleurs, réjoui de la maîtrise globale du niveau d'inflation ; un déficit budgétaire contenu, malgré la pandémie de Covid-19 et la crise Russie-Ukraine. « La Côte d'Ivoire est un pays à économie dynamique avec des résultats impressionnants confirmés par les partenaires internationaux. En outre, le pays a un niveau d'endettement aux normes,

avec un surendettement modéré, une notation financière appréciable. Des facteurs qui non seulement attirent les investisseurs qui font confiance aux partenaires, mais surtout permettent de lever des fonds sur les marchés internationaux, avec un financement bancaire en nette progression d'année en année », a-t-il expliqué aux participants. Non sans informer que les questions portant sur les enjeux de l'intégration économique régionale, les concepts et les notions de base de l'intégration, la monnaie unique, le cadre institutionnel d'exécution de la surveillance multilatérale seront abordés au cours du séminaire.

É. P. AMANGOUA

## Prélèvement interbancaire automatisé

## Le Comité Ouest Africain d'Organisation et de Normalisation Bancaire et Financière sensibilise

Le Comité Ouest-Africain d'Organisation et de Normalisation Bancaire et Financière (Conobafi) était à Abidjan, le 17 mai pour une séance d'information sur le prélèvement interbancaire. Cet organisme qui agit avec un mandat de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) dit avoir constaté l'absence d'opérations de prélèvement interbancaire dans le Système de traitement automatisé des moyens de paiement interbancaires (Sica-Uemoa) depuis sa mise en place jusqu'en 2016. La session d'information et de sensibilisation qui l'a conduit à Abidjan devrait donc lui

permettre de recueillir les causes de ce désintérêt des acteurs du système bancaire et les analyser afin de proposer des solutions pour y remédier. Plus largement, les actions de sensibilisation menées visaient à inciter les établissements teneurs de comptes à implémenter les modules nécessaires pour le traitement automatisé des opérations de prélèvement interbancaire. Puis, une phase de test généralisée a été organisée afin de leur permettre de vérifier la conformité de leur plate-forme et procéder aux corrections idoines, le cas échéant. Environ 52% des banques de l'Uemoa ont



Les responsables du Comité Ouest Africain d'Organisation et de Normalisation Bancaire et Financière (CONOBAFI) ont exprimé leur satisfaction à la fin de la session de sensibilisation.

pris part à ces tests.

Au total, le déploiement en cours des outils conçus par le Conobafi devrait notamment permettre de simplifier et sécuriser la gestion de cet instrument de paiement grâce aux formulaires normalisés de prélèvement mis à la disposition des facturiers (pour les autorisations, contestations, oppositions ou révocations) ; de faciliter la formalisation de la relation entre les banques et les facturiers en utilisant le modèle de convention de service élaboré et enfin, favoriser une appropriation de ce moyen de paiement à travers le manuel d'information destiné aux banques et aux facturiers.

Les travaux menés au sein du comité technique ont également permis l'élaboration de canevas normalisés pour la gestion du prélèvement interbancaire ainsi que la formulation de recommandations dont la mise en œuvre permettrait une gestion optimale de cet instrument de paiement. Ont pris part à cette session d'information des représentants de la Banque Centrale, de la profession bancaire, des grands facturiers, du Trésor Public, des associations des consommateurs et de l'Observatoire de la qualité des services financiers.

DAVID YA  
(Source Sercom Bceao)